

EDITORIAL

un programme, une politique

par Michel Mousel

« Un programme, c'est la première fois que ça vous arrive ! » me confiait un journaliste à l'issue du Conseil national. N'exagérons rien : il n'y a pas de génération spontanée. A l'arrière-plan du document qui a été adopté, il y a toute une continuité de la réflexion du PSU, au moins depuis le Programme d'action de 1971 et le Manifeste de 1972. Comme Limoges se situe à mi-chemin de Paris-Orsay et de Toulouse... Certes, tout n'est pas réglé : il reste des ombres et des sujets à débattre. Cela a été rappelé, fort heureusement d'ailleurs : quelle prétention y aurait-il à proclamer des vérités définitives, quelle sottise à ignorer qu'il y aura encore des évolutions, quel sectarisme à ne pas voir, dans le programme, avant tout, un instrument de débat ! Au contraire, il faut le concevoir comme un instrument au service d'une plus large réflexion collective, contribuant à la fois à la recherche de l'unité et à la convergence politique du mouvement autogestionnaire.

Aussi ces deux questions — auxquelles la presse a donné plus d'importance —, ne sont-elles pas dissociées du programme. La politique du PSU, confirmée par le Conseil national, constitue un tout et non des éléments disparates juxtaposés.

C'est d'abord l'intervention du PSU dans les problèmes de la gauche. Si elle s'exprime en termes de mandats donnés à la direction du parti, on aurait tort de la restreindre à ce seul aspect : ce sont les fédérations, les sections, tous les militants du parti qui sont appelés à se mobiliser. Ainsi, nous devons poursuivre le débat avec le Parti communiste français, et obtenir du Parti socialiste également qu'une véritable discussion puisse s'ouvrir. Nous voulons tout faire pour que, à partir de rencontres pour l'unité provoquées par tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier et populaire, n'étaient pas impliqués dans la renégociation du Programme commun, partis et mouvements de masse, discutent enfin des moyens de sortir de la crise et de répondre aux aspirations des travailleurs : si l'on ne veut pas que le bébé soit jeté avec l'eau du bain, c'est-à-dire l'unité et la défaite de la droite avec le Programme commun, c'est la seule voie possible.

Mais cela doit se faire partout, à tous les niveaux. Le « constat des discussions » avec le PCF ne servirait pas à grand chose, si nous ne nous en saisissions pas pour le diffuser et débattre — non seulement avec les militants communistes qui y verront qu'on peut enfin discuter les sujets autrefois réputés tabous —, mais avec tous. Car ce document démontre ce qu'est la bonne méthode pour parvenir à l'unité : établir les convergences sans dissimuler les divergences. De même devons-nous systématiquement faire en sorte que les travailleurs — et notamment dans les entreprises —, discutent de leurs revendications et de ce qu'ils attendent de la gauche. Le 1^{er} décembre doit être l'occasion de montrer que l'unité d'action est non seulement possible pour une journée, mais nécessaire en permanence, y compris pour préparer 1978 : face à un gouvernement qui ne s'attaque qu'aux pâtisseries et aux statistiques de chômage, un pacte d'unité d'action pour le niveau de vie et l'emploi est à la fois la réponse immédiate nécessaire et la préparation de la mobilisation populaire pour avant et après les élections.

Cette politique, ce ne doit pas être seulement celle du PSU, mais celle autour de laquelle peut se rassembler une gauche socialiste autogestionnaire. Elle s'adresse à tous ceux qui, dans les organisations de masse, dans les mouvements « de base » ou dans d'autres formations politiques, sentent qu'on ne s'en sortira pas en laissant le débat s'enliser entre les seuls PCF et PS. Chacune de nos initiatives doit à la fois s'appuyer sur ce courant et le renforcer. Sans être confondus, les états généraux d'une part, le Front autogestionnaire d'autre part, vont marquer des progrès décisifs pour qu'il s'impose dans le débat politique et le sorte de l'impasse.

Dans une dizaine de jours, les 26 et 27 novembre, deux réunions vont avoir lieu qui manifestent bien la dimension de la tâche que nous nous sommes fixée. D'abord la conférence nationale « Entreprise », parce qu'il est plus que jamais nécessaire de nous renforcer en ce domaine et que l'unité retrouvée du parti doit y aider — chacun sait que les crises graves du PSU lui ont tout particulièrement coûté cher dans ce secteur ; et surtout parce que les entreprises sont le lieu privilégié où il faut mener le débat et faire progresser nos propositions. Ensuite le Colloque sur la défense non nucléaire, qui doit faire apparaître comment la perspective autogestionnaire, si elle ne reste pas au niveau du discours, conduit à poser les problèmes de défense de façon radicalement différente.

Ce n'est qu'un week-end. Mais il est représentatif de l'ampleur du champ que nous avons à couvrir.